OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

RAPPORT D'ACTIVITE

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction **3**

I. - L'instruction de la demande d'asile. **4**
Les premières demandes
Les procédures spécifiques
Les décisions prises

II. - La protection des réfugiés **11**

Les réfugiés statutaires
La fonction de protection

III. - Les apatrides. **14**

IV. - L'activité juridique **15**

Le contentieux
Les affaires judiciaires
La coopération européenne

V. - Les moyens **17**

Un personnel renforcé
Une documentation modernisée
L'informatisation

Conclusion **19**

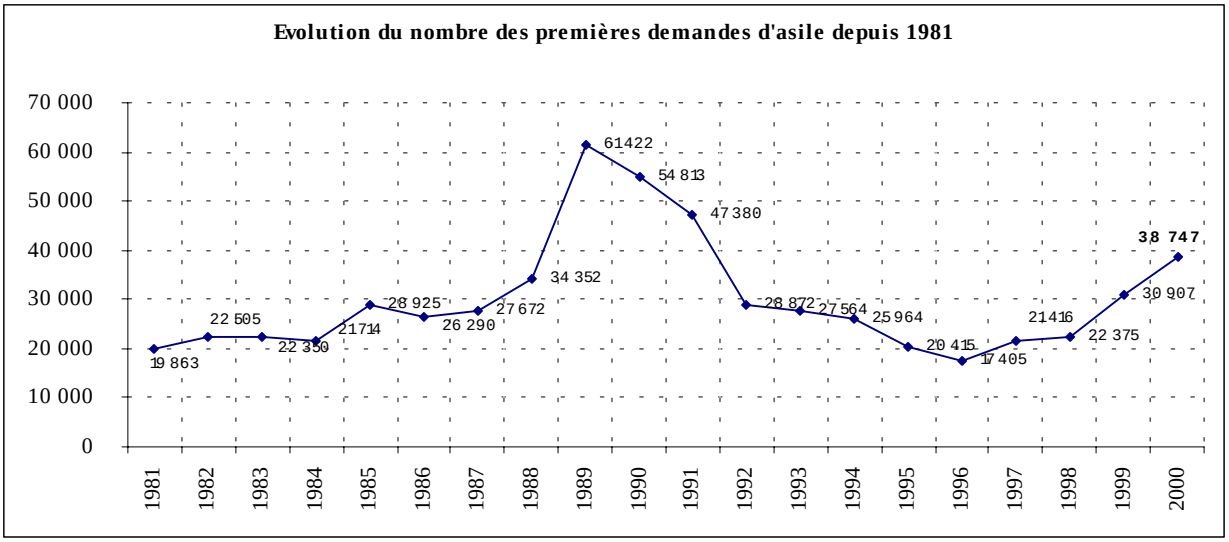
Annexes **21**

RAPPORT D'ACTIVITE 2000

Avec un total de **38 747 premières demandes** pour l'année 2000, on observe une nouvelle hausse de 25,4 % par rapport à 1999 (où l'on avait enregistré 30 907 demandes). Le nombre de demandes de réexamen, en hausse sensible, a été de 1 028, **portant à 39 775 le nombre de dossiers à traiter.**

Le nombre **des décisions prises par l'Office (30 278**) s'est également accru de 25,4 % par rapport à 1999 (24 151), avec pour conséquence immédiate **un nouveau déficit de près de 9 500 dossiers supplémentaires en instance.**

Le nombre de certificats de réfugié délivrés par l'Office – suite à l'octroi direct du statut ou aux annulations de la Commission des Recours des Réfugiés– **a été de 5 185**, en augmentation par rapport aux 4 659 certificats de réfugié de 1999, avec un taux d'admission de **17,1 %** (en léger recul par rapport aux deux dernières années, mais comparable aux 17,0 % observés en 1997).



I – L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ASILE.

1. Les premières demandes.

La tendance à la hausse s'est poursuivie pour la 4e année consécutive. Elle a affecté en particulier les résultats du 1er semestre. Le tableau ci-dessous met en évidence cette évolution.

Période	rappel 1998	rappel 1999	variation 99/98 %	2000	variation 00/99 %
Janvier	1 888	1 771	-6%	3 286	86%
Février	1 898	1 997	5%	3 614	81%
Mars	1 841	2 546	38%	3 757	48%
Avril	1 717	2 359	37%	2 829	20%
Mai	1 473	2 130	45%	3 056	43%
Juin	1 725	2 426	41%	2 917	20%
1er semestre	**10 542**	**13 229**	**25%**	**19 459**	**47%**
Juillet	1 936	2 895	50%	3 110	7%
Août	1 573	2 846	81%	3 229	13%
Septembre	1 909	2 861	50%	2 878	1%
Octobre	2 296	2 880	25%	3 551	23%
Novembre	1 942	2 977	53%	3 376	13%
Décembre	2 177	3 219	48%	3 144	-2%
2ème semestre	**11 833**	**17 678**	**49%**	**19 288**	**9%**
Total	**22 375**	**30 907**	**38%**	**38 747**	**25%**

Des situations toujours disparates existent chez les principaux partenaires européens : ce n'est qu'en Suède, en Belgique et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne que l'on retrouve une tendance marquée à la hausse. A l'inverse, la demande a fortement diminué en Suisse (- 62 %), ainsi qu'en Allemagne (- 17 %).

Il ne faut toutefois exercer de comparaisons qu'avec prudence. En effet, contrairement à l'usage français, nombre des homologues européens comptabilisent dans leurs statistiques :
- les majeurs comme les mineurs accompagnants ;
- les demandes d'asile conventionnel et d'autres formes de protection subsidiaire.

En réalité, la France vient, au minimum, au 3ème rang des pays européens qui accueillent des demandeurs d'asile.

Pays	rappel 1998	rappel 1999	Variation 99/98 %	2000	variation 00/99 %
Allemagne	98 644	95 113	-4%	78 564	-17%
Grande-Bretagne	46 015	71 315	55%	76 042	7%
Pays-Bas	45 217	39 299	-13%	43 895	12%
Belgique	21 965	35 778	63%	42 677	19%
France	**22 375**	**30 907**	**38%**	**38 747**	**25%**
Suisse	41 302	46 068	12%	17 659	-62%
Suède	12 844	11 231	-13%	16 283	45%

(Sources : Consultations Intergouvernementales sur l'Asile)

En ce qui concerne l'O.F.P.R.A., deux des trois divisions géographiques ont connu au cours de l'année 2000 des évolutions marquantes : **l'Europe/Bassin méditerranéen**, avec le fort afflux de demandeurs d'asile en provenance de Turquie (+ 62 %), d'Algérie (+ 38 %) ou des pays issus de l'ex-Union Soviétique (+ 36 %), et **l'Afrique-Amériques,** avec le quadruplement des demandes haïtiennes et la hausse spectaculaire des demandes en provenance d'Afrique de l'Ouest. Seule la division **Asie** a enregistré une très légère diminution.

♦ **La demande d'asile en provenance du continent européen et du bassin méditerranéen** a continué à croître, passant de 10 610 en 1999 à 13 313 nouvelles demandes en 2000. Si la répartition en quatre grands groupes de nationalités constatée pour l'année 1999 reste valable pour 2000, la proportion entre ces flux s'est toutefois inversée : la demande turque devance désormais les demandes ex-soviétique, yougoslave puis algérienne.

- **La Turquie**, avec 3 597 demandes, devient **le deuxième pays de provenance des demandeurs d'asile, derrière la Chine**. Ce chiffre confirme la tendance observée depuis deux ans. Ces demandes présentent de plus en plus souvent un caractère imprécis, manifestement rédigées par des officines extérieures.

- Les demandeurs venant de **l'ex-URSS**, deuxième flux de la division, sont au nombre de 3 414 pour l'année 2000. L'augmentation, très sensible, se poursuit depuis quelques années. **Les Moldaves** constituent la 1ère nationalité concernée. Quant au nombre de ressortissants de la **Fédération de Russie,** il a connu un accroissement de plus de 60 %, qui s'explique en partie par les conflits dans le Caucase du nord et en Tchétchénie. Comme pour le Kosovo l'année dernière, l'Office se trouve assez souvent confronté à des personnes revendiquant une appartenance ethnique et un lieu de provenance falsifiés dans le but de tirer profit d'une situation particulière plus propice à la reconnaissance du statut de réfugié. La **demande ukrainienne** est aussi en hausse, mais revêt de plus en plus souvent les caractéristiques d'une demande surtout économique.

- Les **Yougoslaves** sont **moins nombreux à s'adresser à l'Office**. Ainsi au cours de l'année 2000, la division n'a reçu que 1 986 nouvelles demandes (2 457 en 1999). Bien entendu, la raison principale en est la normalisation de la situation au Kosovo. Ainsi les Kosovars sont en nette diminution, mais laissent la place aux différentes minorités ethniques du Kosovo. Parmi celles-ci, la communauté la plus importante est représentée par les Roms. Par ailleurs, l'évolution de la situation en RFY a entraîné une baisse du nombre de demandes d'asile de la part des Serbes, essentiellement les déserteurs et insoumis. Quant à **la demande bosniaque, elle reste constante** avec 326 cas qui sont dans leur très grande majorité des musulmans originaires des régions de la Fédération aujourd'hui placées sous l'autorité de la Republika Srbska.

- **Le dernier flux conséquent, lui aussi en nette augmentation, vient d'Algérie** avec 1 802 demandes (1 306 en 99). Le profil de cette demande n'a pas changé : il s'agit toujours d'hommes jeunes entre 18 et 30 ans, célibataires, souvent sans qualification professionnelle, invoquant la situation générale, le racket imposé aux commerçants par les groupes islamistes ou leur situation d'insoumis.

♦ **Pour la 1ère fois depuis 1997, la division Asie enregistre une certaine diminution, (- 8 %), de la demande d'asile** (9 658 contre 10 467 en 1999 et 6 787 en 1998). Cinq grands gisements (République populaire de Chine, Sri-Lanka, Pakistan, Inde, Bangladesh) alimentent toujours le flux, **l'essentiel étant concentré sur la demande**

chinoise et la demande sri-lankaise d'origine tamoule, et ceci confirmant les tendances généralement observées depuis l'année 1995. Il est à noter que la composante pakistanaise s'inscrit à la baisse.

- **Les demandes (4 961)** formées par des ressortissants de la **République populaire de Chine** continuent à faire référence, dans la très grande majorité des cas :
- à l'appartenance au mouvement Falun Gong ;
- au militantisme au sein d'organisations politiques, syndicales, étudiantes, d'opposition au régime ;
- à la corruption généralisée des autorités politiques et administratives à l'échelon local, et au racket exercé à l'encontre des salariés par les cadres locaux du Parti Communiste Chinois ;
- à la loi relative au contrôle des naissances ;
- à des craintes de persécutions d'ordre religieux, essentiellement liées à la pratique du culte catholique ou bouddhiste.

Il se confirme à nouveau que la proportion des femmes au sein de cette population est importante, 49,7 %, alors qu'elle est de 31,5 % toutes nationalités confondues. Depuis le mois d'octobre 2000, tous les demandeurs d'asile chinois sont invités à être entendus. Le taux de présentation aux entretiens reste faible (8 à 10% sur le dernier trimestre 2000), bien qu'il ne soit pas négligeable.

- **La division a été saisie de 1 879 premières demandes sri-lankaises**. Celles-ci continuent de refléter la précarité de la situation et l'insécurité générale, se référant traditionnellement aux déplacements de populations, aux craintes de persécutions de la part du LTTE et des autorités, ainsi qu'aux arrestations, rafles et détentions dans la capitale.

- S'agissant de la **demande bangladaise**, son profil n'a pas changé de façon significative. De nombreuses premières demandes se réfèrent toujours à une appartenance tribale (Chakmas en particulier). La demande d'origine biharie, en légère augmentation en 1999, s'est stabilisée en l'an 2000. Outre ces demandes particulières, la demande bangladaise traditionnelle fait systématiquement référence :
- à des persécutions ou à des craintes de persécutions résultant de l'implication, par les autorités, dans des affaires criminelles controuvées ;
- à des affrontements entre militants du BNP (Bangladesh National Party) et de la Ligue AWAMI, et aux poursuites engagées par les autorités à la suite de ces affrontements.

Par ailleurs, la division note une augmentation significative des demandes fondées sur des allégations de « militantisme » au sein du BNP.

- Le profil de la **demande indienne** n'évolue guère dans le temps. Pour l'essentiel, cette demande émane de requérants qui font valoir leur appartenance à la communauté sikh et revendiquent une action militante active au sein d'organisations bien connues de l'Office, telles que l'A.I.S.S.F. Les entretiens confirment généralement le caractère discutable des dossiers.

- La **demande d'asile pakistanaise** a désormais intégré la nouvelle configuration du pouvoir en place, puisque de très nombreux demandeurs, se réclamant de leur appartenance à la Ligue Musulmane, font état de persécutions ou de craintes de persécutions de la part des autorités militaires actuellement au pouvoir, notamment dans le cadre de la problématique de la lutte anti-corruption mise en œuvre par le régime de M. Pervez Moucharaff. Est enfin enregistrée l'émergence significative d'une demande émanant de chrétiens pakistanais, qui font état de persécutions à caractère religieux.

♦ **Les demandes enregistrées par la division Afrique-Amériques ont augmenté de 60 %** par rapport à l'année dernière. La croissance amorcée depuis 1998 se confirme donc.

Les principaux flux demeurent inchangés. **Le Mali devient le 1er pays de provenance (2 931)**, tout juste **devant la République Démocratique du Congo (2 901), puis Haïti (1 873), le Congo-Brazzaville (1 586) et la Mauritanie (1 324).**

- **La demande malienne**, en hausse de près de 76 % mais pouvant être instruite en temps réel, ne se justifie par aucune circonstance politique ou conflit particuliers. Elle est essentiellement économique.

- La demande émanant de **ressortissants de la République Démocratique du Congo** est en hausse de 28 %. Elle s'inscrit dans une situation d'instabilité qui perdure, notamment dans l'Est du pays où la guerre se poursuit. Les accords de cessez-le-feu signés à Lusaka le 31 août 1999 par les belligérants n'ont jamais été appliqués. La situation économique est devenue catastrophique. Les droits humains et les libertés fondamentales sont toujours bafoués. La demande se confirme comme étant essentiellement kinoise. Sont le plus souvent évoqués : les événements qui ont précédé et suivi la prise de pouvoir de M. Laurent Désiré KABILA ; une appartenance banyamulengue ou des liens avec ces derniers ; le contexte d'instabilité politique dans l'Est du pays et des persécutions qui émaneraient des différentes branches de la rébellion (R.C.D.) ; un militantisme dans des partis d'opposition traditionnelle. Ces demandes font l'objet d'entretiens quasi-systématiques.

- **La demande congolaise** est aussi en progression (+ 37 %). La situation dans ce pays s'améliore, bien que le processus de paix engagé en novembre et décembre 1999 demeure fragile. Elle émane de familles des anciens dignitaires ou hauts fonctionnaires de l'Etat très proches de l'ancien régime ; de personnes soumises à des mauvais traitements lors du déplacement des populations, notamment dans le Pool, et qui présentent des séquelles très importantes et refusent de se réclamer de la protection des autorités ; de miliciens (cobras, zoulous, ninjas etc.) qui invoquent un militantisme et qui reconnaissent avoir commis des exactions sur la population civile ; de militaires qui prétendent avoir déserté après l'arrivée au pouvoir de M. Sassou Nguesso ; de simples militants de partis d'opposition ; enfin d'étudiants en France qui déclarent ne pas vouloir retourner dans leur pays d'origine. Les entretiens sont systématiques.

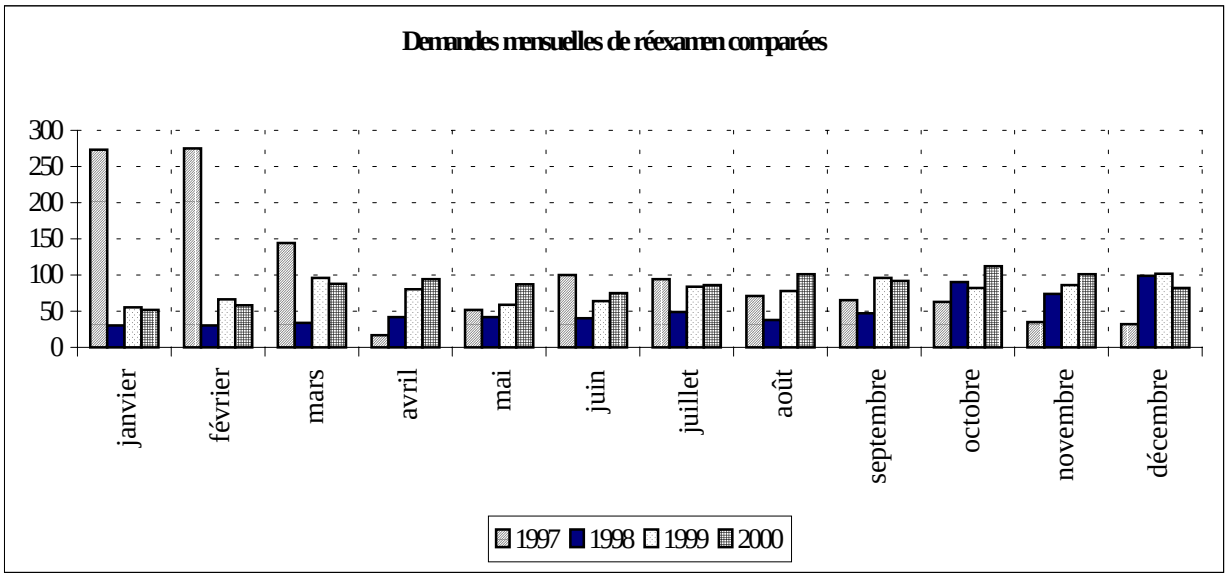
- **La demande mauritanienne**, en augmentation de 68 %, reste classique et émane principalement de populations négro-mauritaniennes, qui font état de persécutions ethniques, de conflits inter-communautaires, de pratiques esclavagistes dont ils seraient victimes et/ou d'un engagement dans des partis d'opposition ou des associations.

- Enfin, la **forte hausse haïtienne** remarquée en 1999 se confirme également, puisqu'avec 1 873 dossiers enregistrés (dont 300 déposés à la Préfecture de Cayenne) elle est quatre fois plus importante cette année. Cette augmentation considérable est le reflet d'une situation qui reste préoccupante et incertaine après les élections sénatoriales contestées du 21 mai 2000 et les élections présidentielles du 26 novembre 2000. La majorité des demandes se réfèrent à un militantisme dans un parti politique ou une association, à une situation d'insécurité générale, à la dénonciation de fraudes électorales. Dans la plupart des cas, les auteurs de persécutions sont difficilement identifiables.

2. Les procédures spécifiques.

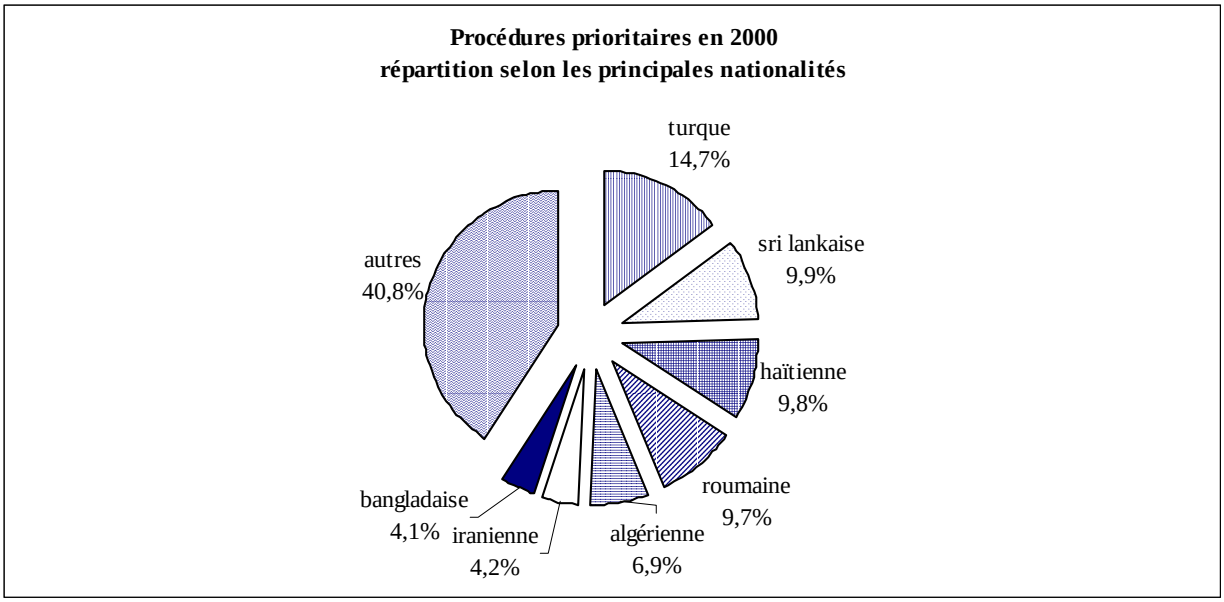
♦ Les demandes de réexamen.

Le **nombre de demandes de réexamen** a continué à augmenter globalement, passant de 948 en 1999 à **1 028 en 2000 (soit + 8,4 %),** cette hausse étant concentrée sur la division Asie (+ 45 %), à l'inverse des deux autres divisions (– 4 % pour l'Europe et – 13 % pour l'Afrique-Amériques).



♦ Les demandes traitées en procédure prioritaire.

Avec 3 414 cas traités en procédure prioritaire, ces demandes ont augmenté de 53 % en 2000. Elles représentent 8,6 % de la demande globale, et les procédures prioritaires sur réexamen constituent, pour leur part, 23 % de l'ensemble de ces procédures.



3. Les décisions prises.

Le nombre de décisions (accords ou rejets) de l'Office est passé de 24 151 en 1999 à 30 278, soit **2 523 par mois en moyenne,** contre 2 012 en 1999.

Rapportée aux 39 775 premières demandes et demandes de réexamen déposées en 2000, **cette augmentation de 25,4 %** du nombre des décisions prises, **qui traduit un effort significatif des agents, a toutefois été largement insuffisante** : on compte **un déficit de 9 500 dossiers non traités pour l'année passée.** A la fin de l'année 2000, **le stock de dossiers de plus de 4 mois sans décision était estimé à 21 000**.

S'agissant des modalités d'instruction précédant les prises de décisions, une remarque peut être faite. L'O.F.P.R.A. a pour caractéristique d'être **un établissement public centralisé** recueillant en son siège de Fontenay-sous-Bois toutes les demandes d'admission au statut de réfugié ou d'apatride, toutes les informations permettant de les instruire et tous les agents d'instruction. Cette centralisation apparaît comme une garantie de qualité car elle permet d'améliorer l'information et la formation des officiers de protection et de traiter les dossiers dans des conditions comparables.

Il reste que la venue sur la région parisienne pour les entretiens d'instruction est problématique pour nombre de demandeurs, ce à quoi l'O.F.P.R.A. est loin d'être indifférent. C'est pourquoi il organise **des missions ponctuelles d'audition des demandeurs en province**, voire hors de la métropole, en cas de regroupement géographique d'un nombre conséquent de demandeurs. De telles missions se sont produites à deux reprises à Strasbourg en 2000. Plusieurs autres sont d'ores et déjà prévues pour 2001.

♦ Les reconnaissances.

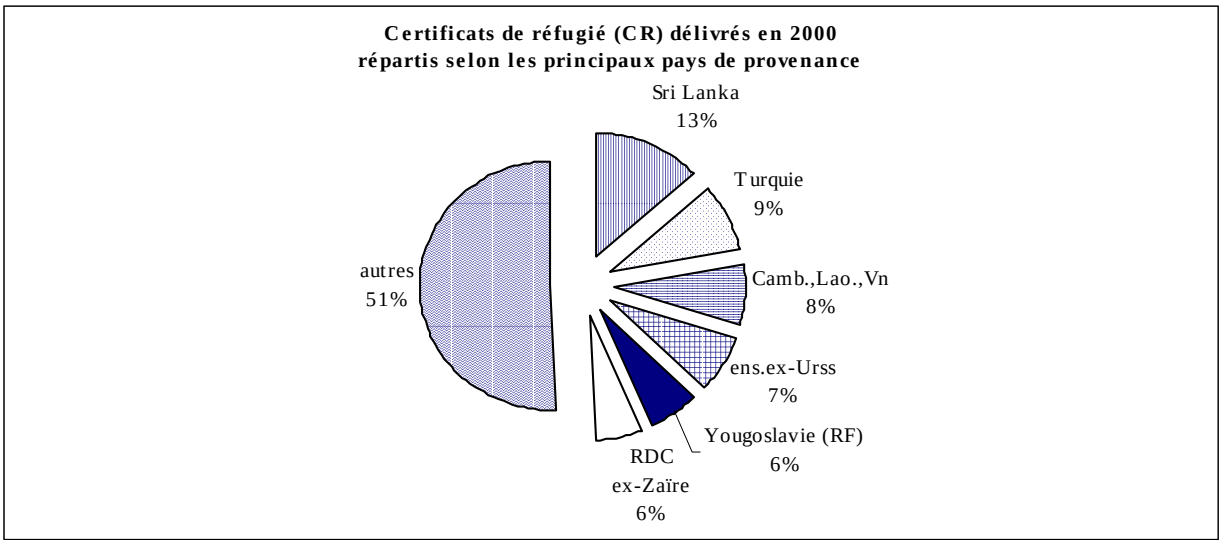
Avec 5 185 certificats de réfugié (CR) délivrés en 2000 pour 30 278 décisions, **le taux d'accord global s'établit à 17,1 %.**

Il peut se décomposer en deux parties :

- **un taux d'accord proprement O.F.P.R.A.**, correspondant au nombre de certificats de réfugiés délivrés directement à la suite d'accords de l'Office rapporté au nombre global de ses décisions. Il s'élève à 11,3% (avec 3 433 certificats de réfugié) ;
- **la part des annulations prononcées par la Commission des Recours des Réfugiés**, qui transforment des décisions de rejet initiales de l'O.F.P.R.A. en admissions, entraînant la délivrance de certificats de réfugié, toujours rapportée au total des décisions de l'O.F.P.R.A. en 2000 ; elle est de 5,8 % (avec 1 752 certificats délivrés suite à des annulations).

Comme chaque année, ce taux d'accord moyen reflète des réalités très différentes selon les nationalités (cf. annexe III).

Les taux d'admission les plus élevés pour l'an 2000 concernent, outre les trois pays de l'ex-Indochine (79 %), le Rwanda (82 %), l'Afghanistan (76,5 %), la Somalie (65 %), la Bosnie-Herzégovine (47,5 %), la Guinée-Bissau (49,6 %), l'Irak (47 %), le Sri Lanka (43 %).



♦ **Le délai moyen d'instruction, qui correspond au nombre de jours écoulés entre la date de dépôt et la date de décision, s'élève à 169 jours (5 mois et demi)**, soit une augmentation de 41 jours par rapport à 1999 (128 jours).

Ce délai moyen n'est cependant guère parlant en soi. Il ne tient évidemment pas compte des dossiers stockés et reflète, là encore, des situations très variables selon les nationalités, certaines étant traitées en flux tendu (roumaine, chinoise, malienne), d'autres nécessitant des délais de traitement beaucoup plus longs.

En outre, il convient de garder à l'esprit que **l'augmentation de ce délai moyen est positive** dans le sens où elle signifie directement que **l'O.F.P.R.A. s'est attaché en 2000 à traiter des dossiers plus « anciens », c'est-à-dire à « déstocker ».**

♦ **L'amélioration du taux d'entretien a été l'une des priorités de l'O.F.P.R.A**., notamment à partir du printemps dernier. Il fallait pour cela augmenter le taux de convocation, étant donné que les demandeurs ne sauraient venir s'ils n'y sont pas invités : cette donnée figure désormais dans les statistiques mensuelles. Il faut noter qu'environ 2/3 des personnes convoquées comparaissent à l'entretien, le pourcentage de « défection » ayant tendance à s'accroître avec le taux de convocation. **Ce taux de convocation a atteint 60% durant le dernier trimestre 2000,** et **le taux d'entretien 40%.** Ces deux pourcentages portent sur un nombre de décisions nettement plus élevé qu'en 1999.

Il est dans les objectifs de 2001 de porter le taux d'entretiens réalisés à 65% en fin d'année (correspondant au niveau de convocation maximal de 100%), ce qui porterait la moyenne globale de l'année à 50%.

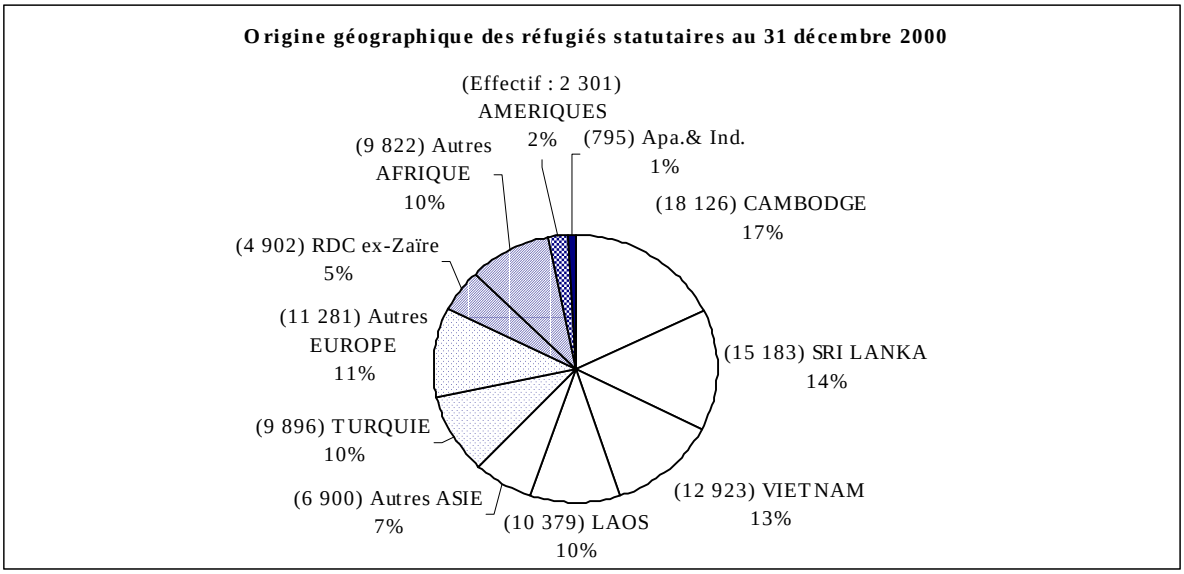
II. LA PROTECTION DES REFUGIES.

1. Les réfugiés statutaires.

Au 31 décembre 2000, le nombre de réfugiés statutaires, **titulaires d'un certificat de réfugié en cours de validité,** était estimé à **102 508.** Il marque une nouvelle décrue par rapport aux années précédentes (121 340 au 31/12/1997, 115 025 au 31/12/1998 et 108 102 au 31 /12/1999). Cette décrue s'explique par un « taux de sortie » qui reste élevé (notamment par naturalisation), sans être compensé par le nombre des admissions.

La répartition par continent d'origine est très déséquilibrée. **L'ensemble des réfugiés asiatiques représente toujours à lui seul les deux tiers de la population réfugiée en France.** Alors que les réfugiés étaient encore tous européens au tout début des années 70, ce continent ne représente actuellement que 21 % de l'ensemble. **Malgré l'importance de la demande d'asile africaine ces dernières années**, le nombre de statutaires est faible, seulement 14 % du total, mais tend à augmenter. Les réfugiés américains, historiquement les premiers réfugiés de nationalités non européennes à être arrivés en nombre important, sont maintenant marginaux quantitativement (2 % de l'ensemble des statutaires).

La très forte concentration des nationalités (10 nationalités pour 79 % de l'ensemble) fait que chaque continent n'est représenté que par quelques-unes d'entre elles, les proportions restant sensiblement égales à celles de l'année passée : **les trois nationalités du Sud-Est asiatique - Cambodge, Vietnam et Laos - plus le Sri-Lanka** (au second rang derrière le Cambodge) réunissent **près de 90 % des réfugiés statutaires asiatiques**. **47 % des réfugiés de la région Europe/Bassin méditerranéen sont turcs et 33 % des africains proviennent de la RDC/ex-Zaïre.**



La population des réfugiés statutaires est **une population à dominante masculine** : on compte 58 % d'hommes pour 42 % de femmes. Cette répartition est toutefois plus équilibrée pour les Asiatiques (poids des anciennes arrivées dans le cadre des procédures organisées qui favorisaient davantage la venue de familles) et les Américains.

Continent	**TOTAL**	**FEMMES**		**HOMMES**	
	Nb	**Nb**	**sexe %**	**Nb**	**sexe %**
Europe	**21 177**	8 382	40%	12 795	60%
Asie	**63 511**	28 108	44%	35 403	56%
Afrique	**14 724**	5 382	37%	9 342	63%
Amériques	**2 301**	1 096	48%	1 205	52%
Apatrides	**781**	261	33%	520	67%
non spécifié	**14**	3	21%	11	79%
Total	**102 508**	**43 232**	**42%**	**59 276**	**58%**

2. La fonction de protection.

L'une des missions fondamentales de l'Office est ainsi d'assurer la protection de plus de 102 000 réfugiés statutaires et apatrides, auxquels il faut ajouter quelque 30 000 enfants mineurs accompagnants (non titulaires, par principe, d'un certificat de réfugié, mais néanmoins placés sous la protection de l'Office), soit un total de 130 000 personnes, ce qui génère une activité importante.

Cette protection, à la fois juridique et administrative, se traduit, essentiellement, par la délivrance des documents que le réfugié ou l'apatride ne peut pas obtenir des autorités de son pays d'origine, notamment des documents d'état civil. **Cette tâche est confiée à une division spécialisée, la division de la Protection,** mais aussi, en ce qui concerne l'instruction des demandes de renouvellement des certificats de réfugié, à des

« bureaux de protection » incorporés au sein des divisions géographiques (au total une cinquantaine d'agents). L'Office se substitue donc aux autorités défaillantes et pourrait **être considéré comme une sorte de « mairie » ou de « consulat » des réfugiés et apatrides**.

La division de la Protection a procédé, au cours de l'année 2000, au renouvellement de près de 17 000 certificats de réfugié ou apatride et **a établi et/ou délivré plus de 186 000 documents d'état civil**. Ce dernier chiffre, comparé à celui de 188 000 en 1999, est à mettre en rapport avec le nombre de personnes placées sous la protection de l'Etablissement, également en légère diminution par rapport à l'année précédente.
Les certificats d'état civil des personnes nouvellement admises au statut sont informatisés lors de la délivrance du premier certificat de réfugié ou apatride. Ceux des anciens dossiers sont informatisés d'office, soit lors d'une demande de documents d'état civil, soit lors du renouvellement du certificat de réfugié ou apatride. Ce fort taux d'informatisation, estimé à plus de 90 % des dossiers « actifs », permet la délivrance immédiate **de copies de ces certificats d'état civil**, y compris lorsque le réfugié ou l'apatride **se présente à l'accueil de l'Office. Plus** de **140.000**[1] **de ces copies ont été délivrées en 2000**. Le fichier informatisé avait en mémoire, au 31 décembre 2000, 203 055 certificats d'état civil (certificats de naissance, certificats de mariage et certificats de décès du conjoint du réfugié). Il est à signaler que les fiches d'état civil ont été supprimées par décret n°2000-1277 du 23 décembre 2000 portant simplification des formalités administratives. Aucune administration ne peut les exiger et l'O.F.P.R.A. ne saurait en délivrer désormais.

Au cours de l'année 2000, l'Office a encore multiplié ses contacts avec d'autres administrations afin de rappeler que le statut personnel des réfugiés et des apatrides est régi par la loi du pays d'accueil. Il a été associé à des groupes de travail devant examiner les problèmes de l'état civil français. **Un projet, qui devrait se cristalliser en 2001, permettra aux personnes placées sous la protection de l'Office d'adresser leurs demandes de documents d'état civil à un site internet.**

III. LES APATRIDES.

Il existe dans les faits deux sortes d'apatrides :

- les apatrides *de jure* qu'aucun Etat ne considère comme ses ressortissants par application de sa législation ou par suite des contradictions fréquentes entre droits internes sur la nationalité,
- les apatrides *de facto* qui, sans avoir perdu leur nationalité ou sans en avoir été privés, ne peuvent ou ne veulent faire appel à la protection diplomatique d'aucun Etat.

Du fait des récents événements, des persécutions, des exodes forcés et du totalitarisme étatique, les seconds sont plus nombreux que les premiers. Or, ce sont les premiers qui sont fondés à être admis au statut d'apatride tel qu'il s'est élaboré après-guerre.

Jusqu'en 1945, la question des apatrides a été traitée avec le problème des réfugiés. La notion d'apatridie au sens juridique du terme est née à la suite d'une initiative de la Commission des Droits de l'Homme qui a invité l'O.N.U. à conclure des conventions relatives à la nationalité et à la situation des personnes privées de protection juridique. Le **28 septembre 1954 a été adoptée la Convention de New York relative aux apatrides.** Elle est calquée sur la Convention de Genève, à la seule différence qu'il n'est pas fait mention de craintes de persécution, mais seulement du problème du lien de rattachement juridique à un

[1] Contre plus de 137.000 en 1999, alors que le nombre total de documents d'état civil est en léger recul en 2000.

Etat déterminé. Elle dispose que « *le terme apatride désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation* ». Dès lors, la distinction entre apatride *de jure* et *de facto* devient inutile, ce dernier ne pouvant être réellement considéré comme apatride.

Les dossiers sont très longs à instruire, puisqu'il s'agit d'introduire la *preuve* de l'apatridie, difficile à apporter dans la plupart des cas : le pays de naissance, le pays de résidence, le pays de nationalité des parents... sont autant de pays qui pourraient accorder une nationalité. C'est au requérant d'apporter la preuve de son apatridie, mais l'O.F.P.R.A. peut prendre le relais en contactant, avec le consentement des intéressés, les consulats et ambassades des pays en question, ainsi que le CICR.

En cas de décision négative, c'est le tribunal administratif du lieu de résidence du demandeur, et non la Commission des Recours des Réfugiés, qui est compétent pour examiner le recours formé dans un délai de deux mois.

Les apatrides appartiennent souvent à des minorités qui vivaient sans problème jusqu'à ce que survienne un conflit, la situation s'envenimant alors très vite (cf. Liban). Ils peuvent l'être de naissance ou le devenir au cours de leur existence.

Confirmant la tendance observée depuis 1998, **la demande apatride** continue de baisser, atteignant 90 dossiers pour l'année 2000. Il faut noter une baisse sensible des demandes déposées par des Biharis du Bangladesh. Par ailleurs, on peut observer une nette confirmation de la demande émanant de personnes originaires des Républiques baltes appartenant à une minorité ethnique qui ne peuvent avoir accès à la citoyenneté de ces Etats, ainsi que de personnes originaires de l'ex-Yougoslavie.

Les demandeurs apatrides se présentant à l'O.F.P.R.A proviennent de différents pays.

Pays de naissance	**1999**	**% total**	**2000**	**% total**
ens ex-soviétique	13	12,1%	**25**	28,1%
ens ex-yougoslave	2	1,9%	**12**	13,5%
autres Europe	27	25,2%	**14**	15,7%
Laos	5	4,7%	**4**	4,5%
Bangladesh	16	15,0%	**2**	2,2%
Proche Orient	6	5,6%	**12**	13,5%
autres Asie	19	17,8%	**5**	5,6%
Maghreb	10	9,3%	**5**	5,6%
Afrique subsaharienne	6	5,6%	**8**	9,0%
Amériques	1	0,9%	**2**	2,2%
indéterminé	2	1,9%		
Total	**107**	**100%**	**89**	**100%**

On compte **actuellement environ 800 apatrides statutaires**.

La section « apatrides », placée sous la responsabilité du chef de la division Europe-Bassin méditerranéen, a pris **113 décisions durant l'année** et a pu ainsi apurer son stock, même si la notion de « stock » pour ces dossiers n'a pas la même portée que pour les dossiers de demandeurs d'asile, compte tenu de la longueur nécessaire des délais d'instruction des dossiers apatrides. Cette nouvelle situation assainie (baisse de la demande, résorption du stock) a entraîné **une forte augmentation du taux d'accord qui s'est élevé à**

60% pour 2000. Ce résultat très positif est le fruit d'efforts entrepris il y a maintenant cinq ans.

IV. L'ACTIVITE JURIDIQUE.

1. Le contentieux.

♦ En l'an 2000, **les observations produites par l'O.F.P.R.A. à destination de la Commission ont progressé en nombre**. L'effort a essentiellement porté sur des affaires dans lesquelles se posait la problématique de l'exclusion. Des notes synthétiques sur les modalités d'application de ces clauses (1Fa et surtout 1Fc) et sur les organes d'Etat visés (pour la plupart au Rwanda et en République démocratique du Congo) ont en particulier été intégrées dans ces observations.

Les suppléments d'instruction ordonnés par la Commission après audience ont par contre été moins nombreux. Il peut à cet égard être souligné que la juridiction en est venue, dans le cadre du principe du contradictoire, à communiquer à l'Office les pièces inconnues de celui-ci et versées entre l'enregistrement du recours et la séance publique, laissant ainsi à l'administration le soin d'apprécier l'opportunité de répondre ou non. La problématique soulevée a essentiellement touché à des questions de détermination de nationalité, d'authenticité de documents ou de séjour présumé dans un autre Etat membre de l'Union européenne, et les nationalités concernées renvoyaient principalement aux pays de l'Est ou, de manière toujours aussi conséquente, au Bangladesh. L'instruction a alors régulièrement conduit à procéder à des vérifications auprès de la représentation diplomatique française dans le pays d'origine, de tel pays européen (le plus souvent l'Allemagne) ou de la division géographique correspondante.
Les positions tenues par l'Office ont dans la plupart des cas été suivies par la juridiction.

♦ **L'Office a par ailleurs formé devant le Conseil d'Etat trois nouveaux pourvois contre des décisions de la Commission**, dans des affaires mettant respectivement en cause les modalités d'application de la clause d'exclusion 1Fc, celles de la clause de cessation 1C1 et les conséquences à tirer de déclarations frauduleuses. Celui qu'il avait introduit en 1999, au sujet des conditions exigées pour bénéficier du principe de l'unité de famille, a donné lieu à une décision d'annulation (lue en tout début d'année 2001), le juge de cassation réglant en outre l'affaire au fond par un refus de la qualité de réfugiée à l'intéressée, sans renvoi devant la Commission.

2. Les affaires judiciaires.

L'augmentation de la demande d'asile a bien entendu généré celle, proportionnelle, **du volume d'empreintes digitales transmises par les préfectures et traitées au moyen du fichier informatisé géré par l'Office.** Le pourcentage de fraude avérée comme le nombre de réquisitions et de commissions rogatoires est en revanche resté stable.

3. La coopération européenne.

♦ L'année écoulée aura connu dans ce domaine un net accroissement des activités, lié **à la multiplication des projets d'harmonisation au sein de l'Union Européenne ainsi qu'à**

la présidence française de celle-ci au cours du second semestre. Parmi les travaux ayant fait l'objet d'un suivi attentif, l'Office a tout particulièrement pris part aux premières discussions sur la proposition de directive relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres, ainsi qu'à celles ayant finalement conduit à l'adoption du règlement Eurodac (échanges systématiques et informatisés des empreintes digitales, en vue de déterminer l'Etat européen responsable du traitement d'une demande d'asile) et qui continueront à porter sur l'étude des modalités de sa mise en œuvre.

Assurant par ailleurs **la présidence du CIREA**, l'Office a notamment mené à bien l'étude de la demande d'asile en provenance de trois pays d'origine (Soudan, Irak et, pour la première fois, Russie), ainsi que de trois sujets d'ordre juridique (« asile et terrorisme », transfert de protection et asile à la frontière des Etats candidats).

♦ S'agissant **des échanges bilatéraux d'ordre nominatif**, hors comparaison d'empreintes, le même décalage important observé l'année dernière subsiste entre les demandes de renseignements que l'Office adresse à ses partenaires et celles qu'il reçoit en bien moindre proportion de ces derniers, même si cet écart s'est réduit.

Quant à la teneur de cette coopération, il convient de retenir que, le plus généralement, l'Office est saisi dans la perspective de déterminer l'État responsable du traitement de la demande d'asile déposée chez l'un de ses partenaires, alors que les demandes qu'il formule auprès de ces derniers visent à obtenir des informations relatives à l'examen au fond des dossiers dont il a la charge. Les pays d'origine principalement concernés par ces échanges, quel qu'en soit le sens, sont la République démocratique du Congo et le Rwanda, l'ex-Yougoslavie et l'ex-URSS.

Enfin, pour ce qui est de la part des échanges correspondant à une comparaison d'empreintes, une baisse sensible du nombre de fiches reçues et une augmentation du volume de celles traitées ont favorisé l'amorce d'un « déstockage ».

♦ L'année 2000 a vu **la fin du programme PHARE relatif à la transposition, dans l'ordre juridique des pays candidats, de l'acquis communautaire en matière d'asile.** La forte contribution de l'Office a notamment donné lieu à des missions d'évaluation de la part de trois de ses agents, en Estonie, en Slovaquie et en République Tchèque, et à la visite dans ses locaux des représentants de la Pologne et des trois pays baltes.

♦ L'Office a également pris part **aux travaux de la 51ème session du Comité exécutif du HCR à Genève dans la perspective des consultations mondiales** devant marquer le cinquantenaire de la Convention de Genève.

V. LES MOYENS.

1. Un personnel renforcé.

Sur la période allant du 1er janvier 2000 au 1er janvier 2001, l'O.F.P.R.A. aura recruté et installé 110 agents supplémentaires, dont 81 correspondant à des créations d'emplois. Il s'agit en fait des premiers recrutements opérés depuis dix ans. L'effectif de l'Etablissement sera ainsi passé de 340 environ à 450 agents, tous statuts confondus (à l'exclusion des 70 interprètes qui prêtent leurs services à l'O.F.P.R.A. et à la Commission

des Recours des Réfugiés), **la répartition étant à l'heure actuelle d'environ deux tiers pour l'Office et d'un tiers mis à la disposition de la Commission.**

Le tableau des recrutements peut être résumé comme suit :

- 12 officiers de protection (agents de catégorie A) recrutés par concours fin 1999 et installés en janvier 2000.
- 24 officiers de protection recrutés sur CDD de neuf mois en avril 2000, et dont les postes ont été numériquement transformés en emplois budgétaires au 1er janvier 2001.
- 12 officiers de protection recrutés par concours fin 2000 et installés en janvier 2001.
  Le concours tenu a donc pourvu au total 36 emplois.
- 18 officiers de protection sur CDD de trois ans, dont le recrutement était autorisé depuis le 1er octobre 2000.

- 7 secrétaires de protection (agents de catégorie B) recrutés par concours (en mars/mai) et ayant pris leurs fonctions au 1er septembre 2000.
- 12 agents de catégorie C recrutés en avril 2000 sur CDD de neuf mois, et dont les postes ont été numériquement transformés en emplois budgétaires au 1er janvier 2001.
- 15 adjoints de protection (agents de catégorie C) recrutés par concours à l'automne 2000 et installés en 2001.
- 7 emplois C sont transférés et pourvus par ce même concours.
- L'O.F.P.R.A. a récupéré plusieurs autres emplois (A et C) jusqu'alors non pourvus.

2. <u>Une documentation modernisée.</u>

Comme il a été souligné en 1989 lors d'un séminaire organisé sous les auspices du H.C.R. et réunissant la plupart des pays d'accueil en Europe et en Amérique du Nord, "**l'information sur les pays d'origine constitue l'une des garanties d'un traitement juste et efficace des demandes d'asile**". Contribuer à la fiabilité de la procédure est donc la mission première du service de la documentation de l'Office.

En 2000, les activités du service ont été orientées autour de deux pôles : **l'informatisation du fonds documentaire visant à en rationaliser la gestion et à faciliter son accessibilité** d'une part, **la diversification des prestations du service** de façon à mieux adapter ces dernières aux besoins des agents de l'Office d'autre part.

- L'informatisation a visé à la fois le contenu des informations et l'accès à celles-ci. Ainsi, il a été procédé à l'analyse, l'indexation et l'enregistrement dans une base de données d'un très grand nombre de documents ainsi qu'à l'insertion d'une trentaine de "dossiers-pays", de notes et comptes-rendus de recherches. Il sera bientôt possible pour les agents, grâce au logiciel documentaire « Alexandrie », de consulter la base de données du service de la documentation depuis leur poste de travail.

- Les types de prestations offertes par le service de documentation ont consisté pour une large part à effectuer des recherches à la demande des agents de l'Etablissement. Celles-ci se sont souvent révélées plus complexes que dans le passé, supposant un long travail d'investigation et le recours aux sources d'information les plus variées, en France comme à

l'étranger : fonds documentaire de l'Office, Internet et bases de données consultables sur abonnement, services de documentation des partenaires et homologues de l'Office. Le dernier trimestre de l'année a aussi été marqué par l'élaboration d'autres produits documentaires également destinés à fournir un support à l'instruction des requêtes : outre des chronologies, la constitution de 22 « dossiers-pays » a été entamée en prévision de l'entrée en fonction de nouveaux officiers de protection en janvier 2001, ainsi que la réalisation de fiches portant compilation de la jurisprudence relative à 26 pays.

La décision a été prise de **renforcer les moyens de la documentation en 2001**, en vue de permettre au service de contribuer au mieux à la mission de l'O.F.P.R.A. Tandis qu'un budget conséquent a été affecté à sa modernisation, notamment sur le plan informatique, ses effectifs ont été renforcés.

3. L'informatisation.

Après le passage réussi du cap de l'an 2000, le service informatique s'est employé à consolider et déployer ses ressources :

- Un comité de pilotage chargé d'accompagner **la modernisation de l'application INEREC** a permis d'apporter des améliorations substantielles, attendues depuis plusieurs années par les utilisateurs.

- Parallèlement, un effort a été fourni sur le déploiement de nouveaux micro-ordinateurs, qui a eu pour résultat d'accroître le parc de PC à 280 machines en réseau, avec **pour objectif l'attribution à court terme d'un poste par agent** (d'ici la fin de 2001).

- **Le système dactyloscopique** a vu le remplacement de ses anciens disques optiques, arrivés à saturation, par des équipements magnétiques beaucoup plus performants.

- **L'informatisation de la documentation** avec l'acquisition, le paramétrage et l'alimentation **de l'application Alexandrie** a jeté les bases d'un Intranet documentaire, qui sera accessible à tous dès 2001.

- Une réflexion sur la mise en cohérence des applications des domaines administratif et financier a débuté en fin d'année 2000 et doit conduire à un projet pluriannuel de refonte de ce système d'information.

- D'autres dossiers en liaison avec des organismes extérieurs ont connu un regain d'activité en 2000 (Eurodac, AGDREF, Minitel, ADER…).

❖ ❖ ❖

Si l'on peut se féliciter des efforts déployés et du travail accompli durant l'année 2000, il n'en reste pas moins que beaucoup reste à faire.

L'O.F.P.R.A. a enregistré, pour la quatrième année consécutive, un accroissement important de la demande d'asile (près de 26%). **Les renforts mis en place** durant l'année 2000 (soit résultant des 81 créations d'emplois autorisées par les pouvoirs publics, soit de mesures diverses de récupération ou de recrutement) n'ont pu avoir **qu'un impact relatif** :

- Un tiers de ces renforts a été mis à disposition de la C.R.R., ce qui **a laissé 54 emplois à l'O.F.P.R.A.**
- En raison du calendrier de recrutement et des formations, **seuls 23 emplois ont été opérationnels une partie de l'année 2000.**

C'est donc **en 2001**, et non en 2000, que **cette augmentation** de l'effectif, la première intervenue depuis dix ans**, doit porter ses fruits**. Encore faut-il **que la demande ne connaisse pas d'envolée**. Or, à ce stade, je constate que, pour le premier trimestre de 2001, le flux mensuel s'établit à un niveau de 3 700/3 800 dossiers, très supérieur à celui de l'année 2000. (3 200 dossiers). Si l'O.F.P.R.A. veut atteindre ses objectifs et revenir à un traitement des dossiers en temps réel, en poursuivant une modernisation qui a été accélérée durant l'année 2000 et en anticipant sur les futures normes et procédures européennes, il lui faut des moyens humains et financiers conséquents. Les mesures prises ont constitué des pas importants, mais elles ne permettent pas de lever la précarité actuelle des performances. Je souhaite bien évidemment que l'O.F.P.R.A. dispose de tout ce qui lui est nécessaire pour remplir les missions qui lui sont confiées et celles qui pourraient lui être confiées à l'avenir./.

Michel RAIMBAUD
Directeur de l'O.F.P.R.A.
Le 19 avril 2001

Les annexes listées

Nbre de pages

Remarques méthodologiques ……1

<u>Annexe 1</u> : Nombre et taux d'accord et de rejet depuis 1981 1

<u>Annexe 2</u> : Demandes d'asile, réexamens et décisions prises en 2000..... 1

<u>Annexe 3</u> : Demandes, réexamens et décisions prises en 2000 (par nationalité)..... 2

<u>Annexe 4</u> : Demandes mensuelles par nationalité en 2000..... 2

<u>Annexe 5</u> : Nombre de réfugiés statutaires par nationalité au 31/12/2000 2

<u>Annexe 6</u> : Activité de la division de la protection en 2000..... 1

Remarques méthodologiques

Il a paru important de rappeler quelques notions méthodologiques et de préciser certaines définitions :

- Les données pour l'année 2000 ont été arrêtées le **1er mars 2001**.

- **Les divisions géographiques sont réparties comme suit :**

* **Europe & Bassin méditérranéen**, y compris Turquie, Moyen et Proche-Orient, Péninsule Arabique, Asie Centrale.
L'ensemble ex-yougoslave correspond aux nationalités bosniaque, croate, ex-macédonienne, slovène et yougoslave.
L'ensemble ex-soviétique correspond aux nationalités arménienne, azerbaïdjanaise, biélorusse, géorgienne, kazakh, kirghiz, lettone, lituanienne, moldave, ouzbek, russe, tadjik, turkmène et ukrainienne.
La section en charge des Apatrides est rattachée à la division Europe.
* **Asie**, y compris Mongolie et Pakistan.
* **Afrique-Amériques**, Afrique sub-saharienne hors Maghreb, Mauritanie, Corne de l'Afrique et Soudan compris.

- Les données relatives aux nationalités comptant moins de 50 demandes déposées, ou moins de 25 réfugiés reconnus dans l'année considérée, sont **confidentielles** pour des raisons de sécurité des personnes.

- **Les chiffres donnés pour les "demandes"** correspondent aux premières demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié. **Les chiffres donnés pour les "décisions"** prennent en compte les décisions sur premières demandes, sur réexamen et sur recours gracieux. Pour les accords, ils prennent également en compte les annulations des rejets de l'O.F.P.R.A. par la Commission de Recours des Réfugiés (C.R.R.).

- Concernant les premières demandes d'asile, les statistiques mensuelles ne dénombrent que les dossiers de première demande déposés et effectivement saisis au cours du mois concerné. Or, lorsqu'un dossier reçu par l'Office est incomplètement rempli, il ne peut être saisi en l'état. Il ne sera saisi dans la base de données qu'une fois complété par le demandeur, ce qui peut entraîner un certain délai entre le dépôt et la saisie. Les chiffres qui figurent dans les statistiques mensuelles ne sont donc que des données "provisoires", ayant une simple valeur indicative. Les statistiques annuelles, qui sont établies au printemps de l'année suivante, tiennent compte du délai nécessaire pour la mise à jour d'un dossier incomplet. C'est pourquoi le nombre de premières demandes figurant dans les statistiques annuelles, qui a une valeur définitive, est supérieur à la somme des chiffres provisoires figurant dans les statistiques mensuelles.

- Au cours de l'instruction d'un dossier, plusieurs décisions peuvent être prises successivement, en particulier en cas de réexamen. Les statistiques mensuelles dénombrent les décisions d'accord ou de rejet qui ont été prises au cours du mois, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une décision définitive. En revanche les statistiques annuelles ne portent que sur la dernière décision prise au cours de l'année pour chaque dossier instruit. Le nombre de décisions prises en compte dans les statistiques annuelles est par conséquent différent de la somme des chiffres figurant dans les statistiques mensuelles.

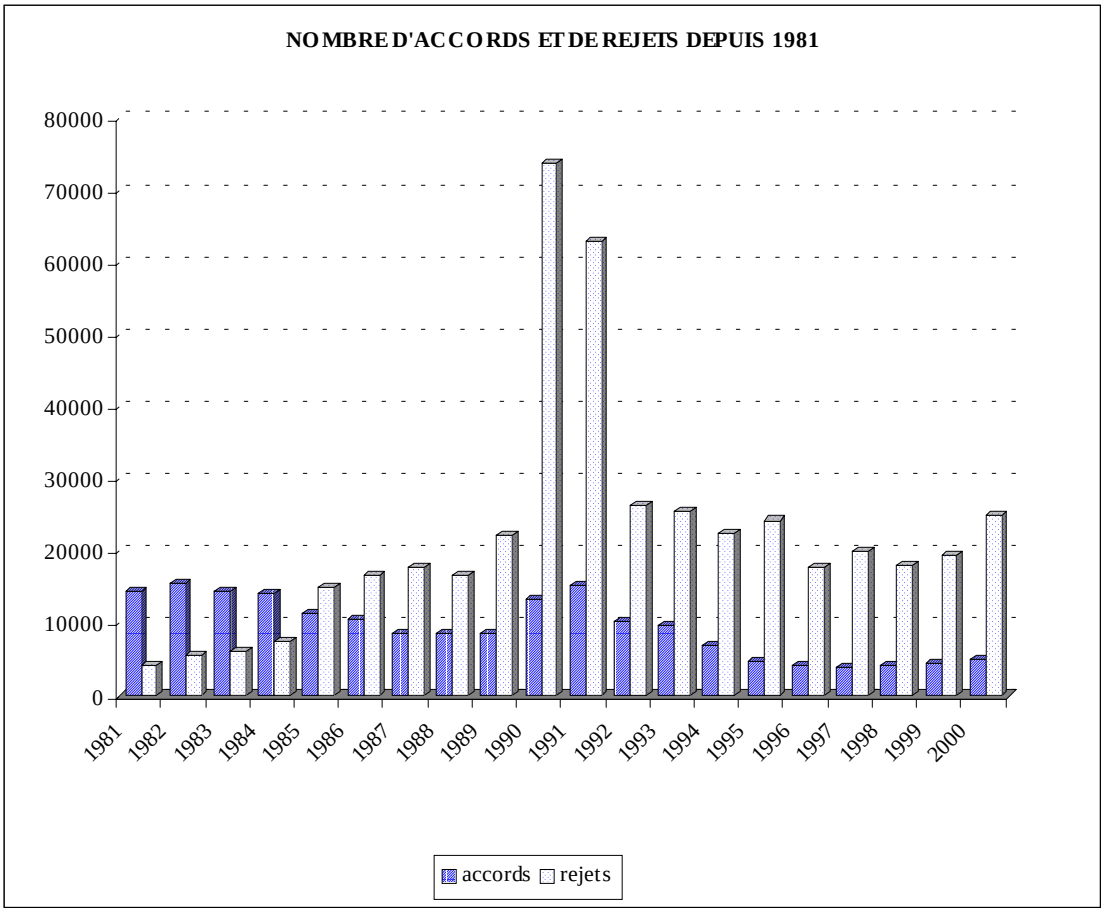
- **Les décisions :** CR = reconnaissance du statut de réfugié ; RJ = rejet d'une demande d'asile ; AN = reconnaissance suite à annulation de la C.R.R. => total décisions = CR (y compris AN) + RJ
Calcul du taux global d'admission = CR (y compris AN) / total décisions %
Calcul du taux d'accord O.F.P.R.A. = CR (hors AN) / total décisions %
Calcul de la part des annulations dans le taux d'accord = AN / total décisions %

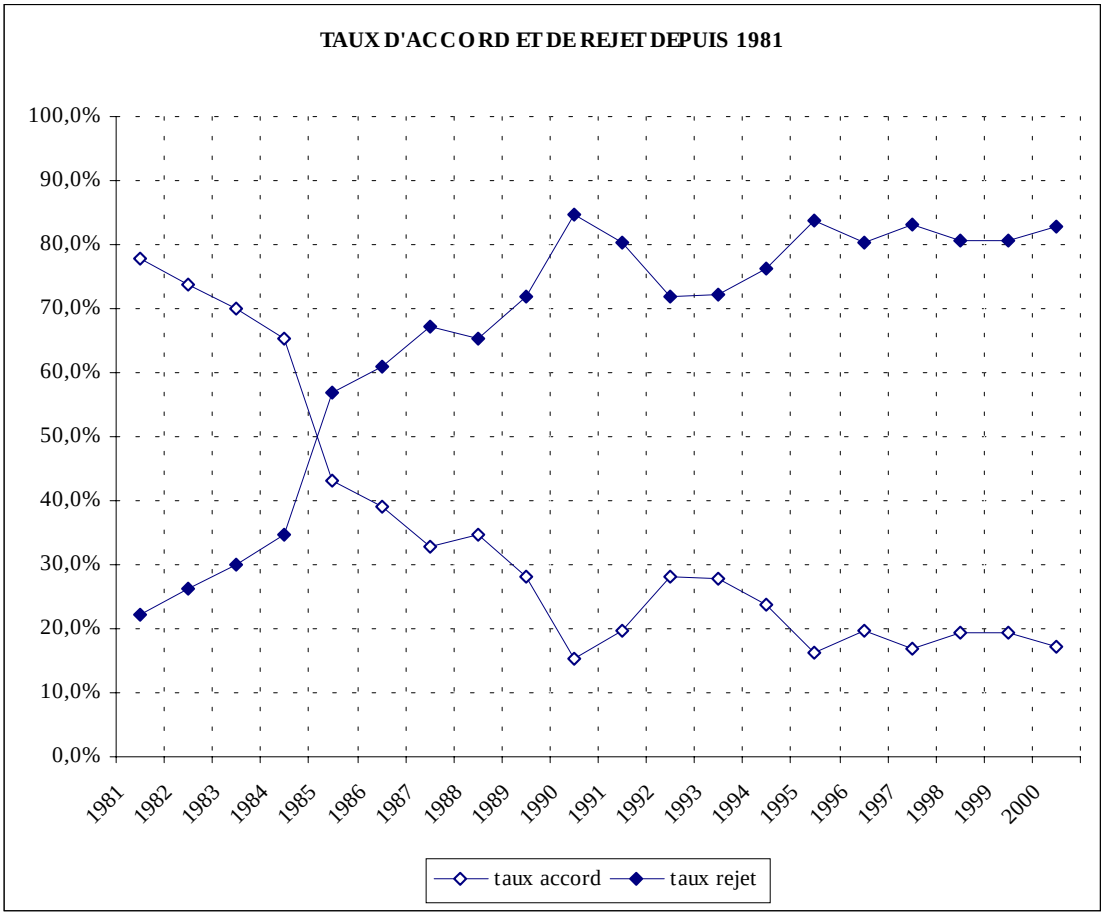
- Les décisions prises au cours d'une année donnée ne correspondent pas forcément à des demandes déposées la même année, mais peuvent correspondre à des demandes déposées antérieurement.

- **Les stocks** correspondent aux dossiers de demandes d'asile déposées depuis de plus de quatre mois et encore sans décision.

- **Les délais de traitement** correspondent au nombre de jours écoulés entre le dépôt de la demande d'asile et la prise de décision ; les dossiers en attente de décision sont, de fait, exclus du calcul. Plus on traite des dossiers anciens, c'est-à-dire plus on déstocke, plus le délai de traitement aura tendance à s'allonger.

Annexe 1


NOMBRE D'ACCORDS ET DE REJETS DEPUIS 1981
80000
70000
60000
50000
40000
30000
20000
10000
0
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
accords
rejets

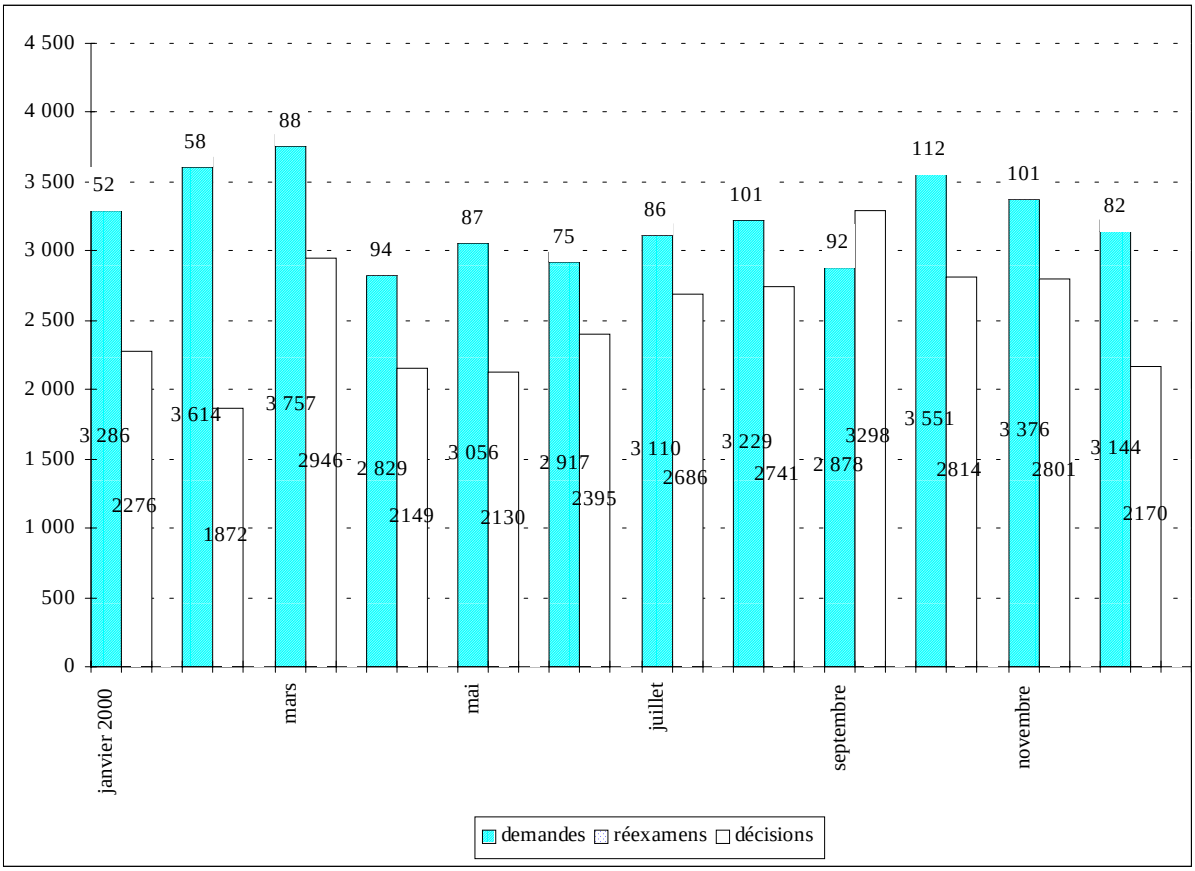

TAUX D'ACCORD ET DE REJET DEPUIS 1981
100,0%
90,0%
80,0%
70,0%
60,0%
50,0%
40,0%
30,0%
20,0%
10,0%
0,0%
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
taux accord
taux rejet

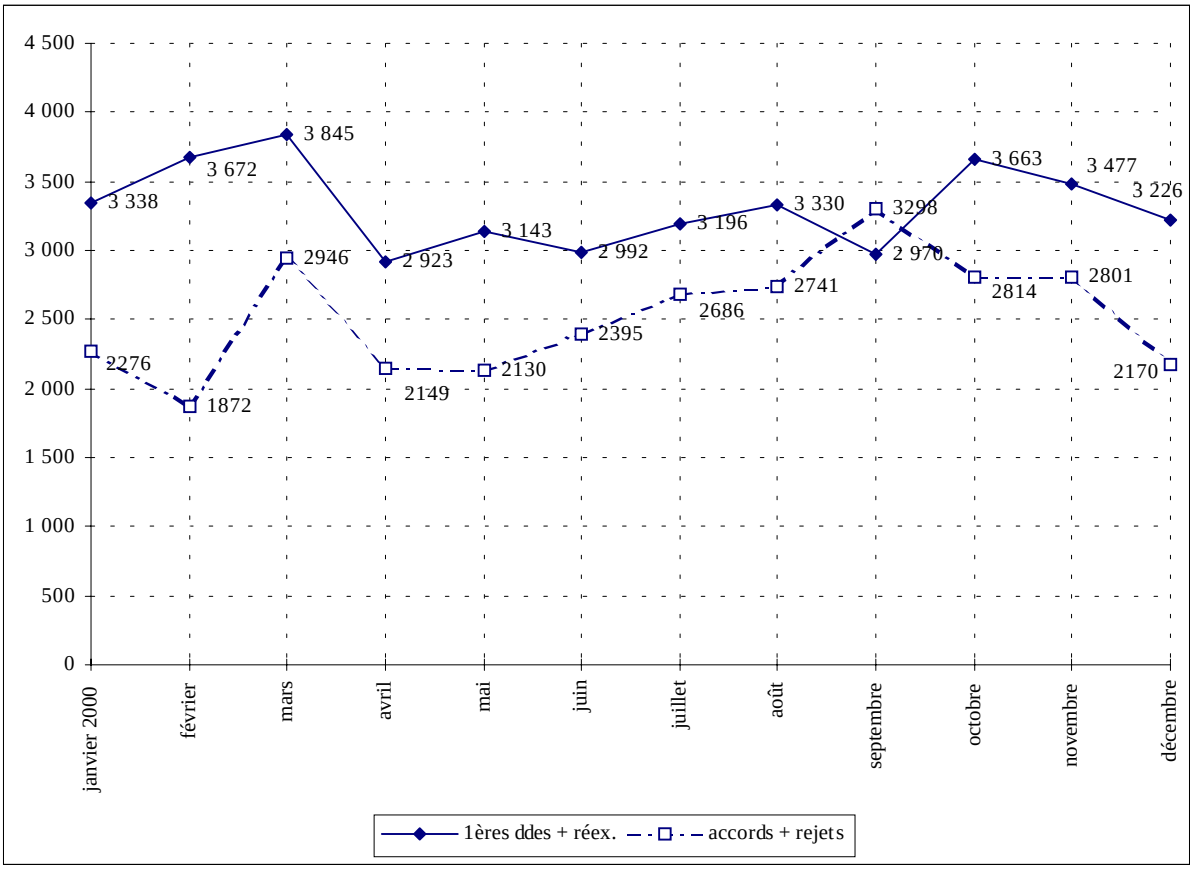
ANNEXE I

NOMBRES ET TAUX D'ACCORD ET DE REJET DEPUIS 1981

	accords	taux accord	rejets	taux rejet	décisions
1981	14586	77,7%	4181	22,3%	18767
1982	15670	73,9%	5540	26,1%	21210
1983	14608	70,0%	6252	30,0%	20860
1984	14314	65,3%	7614	34,7%	21928
1985	11539	43,3%	15123	56,7%	26662
1986	10645	39,0%	16629	61,0%	27274
1987	8704	32,7%	17924	67,3%	26628
1988	8794	34,6%	16631	65,4%	25425
1989	8770	28,1%	22400	71,9%	31170
1990	13486	15,4%	73866	84,6%	87352
1991	15467	19,7%	62975	80,3%	78442
1992	10266	28,0%	26380	72,0%	36646
1993	9914	27,9%	25575	72,1%	35489
1994	7025	23,6%	22685	76,4%	29710
1995	4742	16,3%	24354	83,7%	29096
1996	4344	19,6%	17859	80,4%	22203
1997	4112	17,0%	20055	83,0%	24167
1998	4342	19,4%	18063	80,6%	22405
1999	4659	19,3%	19492	80,7%	24151
2000	5185	17,1%	25093	82,9%	30278

Annexe 2


4 500
4 000
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500
1 000
500
0
52
3 286
2276
58
3 614
1872
88
3 757
2946
94
2 829
2149
87
3 056
2130
75
2 917
2395
86
3 110
2686
101
3 229
2741
92
2 878
3298
112
3 551
2814
101
3 376
2801
82
3 144
2170
janvier 2000
mars
mai
juillet
septembre
novembre
demandes
réexamens
décisions


4 500
4 000
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500
1 000
500
0
3 338
3 672
3 845
2 923
3 143
2 992
3 196
3 330
2 970
3 663
3 477
3 226
2276
1872
2946
2149
2130
2395
2686
2741
3298
2814
2801
2170
janvier 2000
février
mars
avril
mai
juin
juillet
août
septembre
octobre
novembre
décembre
1ères ddes + réex.
accords + rejets

DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS
ET DÉCISIONS PRISES EN 2000

	1ères demandes	réexamens	1ères ddes + réex.	accords + rejets	accords	rejets
janvier 2000	3 286	52	3 338	2276	296	1 980
février	3 614	58	3 672	1872	352	1 520
mars	3 757	88	3 845	2946	446	2 500
avril	2 829	94	2 923	2149	317	1 832
mai	3 056	87	3 143	2130	434	1 696
juin	2 917	75	2 992	2395	393	2 002
juillet	3 110	86	3 196	2686	489	2 197
août	3 229	101	3 330	2741	274	2 467
septembre	2 878	92	2 970	3298	548	2 750
octobre	3 551	112	3 663	2814	635	2 179
novembre	3 376	101	3 477	2801	537	2 264
décembre	3 144	82	3 226	2170	464	1 706
total	**38 747**	**1 028**	**39 775**	**30 278**	**5 185**	**25 093**

	demandes	réexamens	décisions	
janvier 2000	3 286	52		
			2276	
février	3 614	58		
			1872	
mars	3 757	88		
			2946	
avril	2 829	94		
			2149	
mai	3 056	87		
			2130	
juin	2 917	75		
			2395	
juillet	3 110	86		
			2686	
août	3 229	101		
			2741	

septembre	2 878	92		
			3298	
octobre	3 551	112		
			2814	
novembre	3 376	101		
			2801	
décembre	3 144	82		
			2170	
	38 747	**1 028**	**30 278**	

Annexe 3

DIVISION	O.F.P.R.A.	décisions : CR (y compris suite à AN) + RJ ofpra				dont accords OFPRA		dont CR suite AN	
GÉOGRAPHIQUE	1ères demandes	TOTAL	CR	RJ	% accord	nb	% accord	nb	% AN
Europe & bassin méd.	13 224	11 699	2 107	9 592	18,0%	1 146	9,8%	961	8,2%
section Apatrides	89	113	68	45	60,2%	68	60,2%		
Asie	9 658	9 640	1 516	8 124	15,7%	1 029	10,7%	487	5,1%
Afrique-Amériques	15 776	8 826	1 494	7 332	16,9%	1 190	13,5%	304	3,4%
TOTAL	38 747	30 278	5 185	25 093	17,1%	3 433	11,3%	1 752	5,8%

taux global admission % = CR / total décisions %
taux accord ofpra % = CR ofpra / total décisions
part des annulations % = AN / total décisions %

Europe & bassin méd.	O.F.P.R.A.	décisions = CR (y compris suite à AN) + RJ ofpra				dont accords OFPRA		dont CR suite AN	
	1ères demandes	TOTAL	CR	RJ	% accord	nb	% accord	nb	% AN
Afghanistan	241	**204**	**156**	48	**76,5%**	139	68,1%	17	8,3%
Albanie	395	**326**	**65**	261	**19,9%**	22	6,7%	43	13,2%
Algérie	1 802	**1 745**	**83**	1 662	**4,8%**	38	2,2%	45	2,6%
Arménie	381	**282**	**60**	222	**21,3%**	8	2,8%	52	18,4%
Azerbaïdjan	191	**130**	**58**	72	**44,6%**	10	7,7%	48	36,9%
Bosnie Herz.	326	**259**	**123**	136	**47,5%**	84	32,4%	39	15,1%
Géorgie	362	**275**	**84**	191	**30,5%**	20	7,3%	64	23,3%
Irak	259	**297**	**139**	158	**46,8%**	123	41,4%	16	5,4%
Iran	329	**282**	**77**	205	**27,3%**	53	18,8%	24	8,5%
Moldavie	975	< 3 %							
Roumanie	337	< 3 %							
Russie	755	**566**	**121**	445	**21,4%**	42	7,4%	79	14,0%
Turquie	3 597	**3 009**	**523**	2 486	**17,4%**	287	9,5%	236	7,8%
Ukraine	515	**518**	**48**	470	**9,3%**	1	0,2%	47	9,1%
Yougoslavie	2 019	**1 778**	**405**	1 373	**22,8%**	264	14,8%	141	7,9%
autres Europe	740	**2 028**	**165**	1 863	**8,1%**	55	2,7%	110	5,4%
TOTAL	**13 224**	**11 699**	**2 107**	**9 592**	**18,0%**	**1 146**	**9,8%**	**961**	**8,2%**

Asie	O.F.P.R.A.	décisions : CR (y compris suite à AN) + RJ ofpra				dont accords OFPRA		dont CR suite AN	
	1ères demandes	TOTAL	CR	RJ	% accord	nb	% accord	nb	% AN
Bangladesh	914	1 041	142	899	13,6%	16	1,5%	126	12,1%
Cambodge	305	317	225	92	71,0%	223	70,3%	2	0,6%
Chine	4 961	4 725	27	4 698	0,6%	18	0,4%	9	0,2%
Inde	478	514	42	472	8,2%	6	1,2%	36	7,0%
Laos	78	88	71	17	80,7%	70	79,5%	1	1,1%
Pakistan	792	< 3 %							
Sri Lanka	1 879	1 846	798	1 048	43,2%	514	27,8%	284	15,4%
Vietnam	194	188	170	18	90,4%	167	88,8%	3	1,6%
autres Asie	57	921	41	880	4,5%	15	1,6%	26	2,8%
TOTAL	9 658	9 640	1 516	8 124	15,7%	1 029	10,7%	487	5,1%

Afrique-Amériques	O.F.P.R.A.	décisions : CR (y compris suite à AN) + RJ ofpra				dont accords OFPRA		dont CR suite AN	
	1ères demandes	TOTAL	CR	RJ	% accord	nb	% accord	nb	% AN
Angola	601	363	115	248	31,7%	83	22,9%	32	8,8%
Congo	1 586	490	95	395	19,4%	79	16,1%	16	3,3%
Ghana	127	107	30	77	28,0%	27	25,2%	3	2,8%
Guinée Bissau	137	121	60	61	49,6%	59	48,8%	1	0,8%
Haïti	1 873	1 457	82	1 375	5,6%	49	3,4%	33	2,3%
Mali	2 931	< 3 %							
Mauritanie	1 324	629	142	487	22,6%	73	11,6%	69	11,0%
RDC ex-Zaïre	2 901	855	353	502	41,3%	287	33,6%	66	7,7%
Rwanda	272	353	291	62	82,4%	272	77,1%	19	5,4%
Sierra Leone	510	148	25	123	16,9%	18	12,2%	7	4,7%
Somalie	109	80	52	28	65,0%	50	62,5%	2	2,5%
Tchad	241	51	34	17	66,7%	31	60,8%	3	5,9%
autres Afrique-Amériques	3 164	4 172	215	3 957	5,2%	162	3,9%	53	1,3%
TOTAL	15 776	8 826	1 494	7 332	16,9%	1 190	13,5%	304	3,4%

Annexe 4

DIVISION GEO	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Europe & bassin méd.	995	1 097	1 177	886	1 126	1 091	1 176	978	1 030	1 331	1 164	1 173	**13 224**
section Apatrides	8	5	6	10	4	6	9	8	7	14	5	7	**89**
Asie	973	1 051	951	812	758	572	696	969	737	735	803	601	**9 658**
Afrique-Amériques	1 310	1 461	1 623	1 121	1 168	1 248	1 229	1 274	1 104	1 471	1 404	1 363	**15 776**
TOTAL	**3 286**	**3 614**	**3 757**	**2 829**	**3 056**	**2 917**	**3 110**	**3 229**	**2 878**	**3 551**	**3 376**	**3 144**	**38 747**

EUROPE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Afghanistan	15	22	22	11	27	21	26	23	16	27	10	21	**241**
Albanie	21	21	29	32	28	34	22	33	46	43	39	47	**395**
Algérie	140	135	160	153	138	167	165	117	120	179	181	147	**1 802**
Arménie	41	16	45	27	36	30	29	25	43	29	26	34	**381**
Azerbaïdjan	23	9	17	13	17	20	19	12	11	20	15	15	**191**
Bielorussie	7	8	8	5	6	9	7	5	12	13	9	7	**96**
Bosnie Herz.	21	25	29	23	41	23	18	22	26	30	30	38	**326**
Bulgarie	4	3	3	4	12	20	5	4	7	14	6	5	**87**
FYROM (Macédoine)	7	13	7	11	11	7	5	8	5	2	8	9	**93**
Géorgie	14	23	20	14	20	15	41	37	41	50	49	38	**362**
Irak	16	20	32	28	20	27	15	17	27	21	11	25	**259**
Iran	41	31	39	20	23	16	38	28	31	20	13	29	**329**
Kazakhstan	7	5	12	2	9	9	4	4	4	13	4	2	**75**
Liban	1	11	6	4	5	4	3	2	1	3	6	5	**51**
Moldavie	91	105	89	78	119	70	58	62	74	104	58	67	**975**
Roumanie	24	16	15	19	36	45	50	49	17	22	21	23	**337**
Russie	67	57	55	58	71	61	59	69	70	62	63	63	**755**
Turquie	254	290	282	191	264	244	363	253	271	392	401	392	**3 597**
Ukraine	32	44	44	27	39	53	46	38	40	61	40	51	**515**
Yougoslavie	152	220	224	150	174	196	178	127	149	182	151	116	**2 019**
autres Europe	17	23	39	16	30	20	25	43	19	44	23	39	**338**
TOTAL	**995**	**1 097**	**1 177**	**886**	**1 126**	**1 091**	**1 176**	**978**	**1 030**	**1 331**	**1 164**	**1 173**	**13 224**

ASIE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Bangladesh	75	105	132	47	37	47	66	108	65	77	84	71	**914**
Cambodge	28	36	23	28	24	26	28	30	20	30	16	16	**305**
Chine	483	526	445	459	461	250	337	522	400	377	437	264	**4 961**
Inde	74	78	42	37	24	18	18	40	35	24	43	45	**478**
Laos	6	8	8	7	8	11	10	7	2	5	3	3	**78**
Pakistan	112	127	119	68	58	46	42	51	52	47	32	38	**792**
Sri Lanka	183	156	169	148	122	150	173	186	142	151	156	143	**1 879**
Vietnam	8	8	9	14	18	21	20	18	14	21	27	16	**194**
autres Asie	4	7	4	4	6	3	2	7	7	3	5	5	**57**
TOTAL	**973**	**1 051**	**951**	**812**	**758**	**572**	**696**	**969**	**737**	**735**	**803**	**601**	**9 658**

Afrique-Amériques	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Angola	49	48	66	35	43	39	56	55	46	57	43	64	**601**
Cameroun	28	32	40	43	34	28	36	29	37	45	24	28	**404**
Centrafrique	44	40	38	25	22	20	29	21	13	21	26	17	**316**
Colombie	15	15	8	12	4	6	8	2	6	6	15	6	**103**
Congo	178	187	173	144	133	133	103	95	99	117	112	112	**1 586**
Côte d'Ivoire	14	24	27	19	21	24	36	32	29	42	36	46	**350**
Equateur	5	8	7	4	1	8	3	2	2	2	3	5	**50**
Ghana	8	11	13	12	16	9	13	5	9	8	8	15	**127**
Guinée Bissau	22	9	8	6	13	2	13	19	6	19	12	8	**137**
Guinée Conakry	37	34	64	40	50	46	41	43	36	42	45	57	**535**
Haïti	71	95	106	106	124	204	136	143	139	299	288	162	**1 873**
Mali	264	326	399	219	214	221	225	252	200	205	188	218	**2 931**
Mauritanie	94	114	117	87	108	106	113	109	86	127	133	130	**1 324**
Nigéria	35	31	38	26	34	43	35	53	43	34	51	35	**458**
Pérou	7	10	6	8	11	3	9	4	8	9	2	7	**84**
RDC-ex Zaïre	294	314	316	214	205	206	213	227	183	252	229	248	**2 901**
Rwanda	25	17	27	24	19	14	28	25	18	27	19	29	**272**
Sénégal	25	35	34	25	21	28	23	22	12	28	26	28	**307**
Sierra Léone	42	43	47	23	29	46	38	45	34	40	55	68	**510**
Somalie	9	11	12	6	4	9	11	12	14	11	6	4	**109**
Soudan	5	9	17	3	7	8	4	8	10	5	6	5	**87**
Tchad	8	19	26	12	15	7	14	21	24	29	32	34	**241**
Togo	2	2	5	6	2	6	7	11	13	8	9	9	**80**
autres Afrique-Amériques	29	27	29	22	38	32	35	39	37	38	36	28	**390**
TOTAL	**1 310**	**1 461**	**1 623**	**1 121**	**1 168**	**1 248**	**1 229**	**1 274**	**1 104**	**1 471**	**1 404**	**1 363**	**15 776**

Annexe 5

ANNEXE V
ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES au 31 décembre 2000

CONTINENT	FEMMES	HOMMES	TOTAL
EUROPE	8 382	12 795	**21 177**
ASIE	28 108	35 403	**63 511**
AFRIQUE	5 382	9 342	**14 724**
AMERIQUES	1 096	1 205	**2 301**
APATRIDES	261	520	**781**
non spécifié	3	11	**14**
TOTAL	**43 232**	**59 276**	**102 508**

Les données relatives aux nationalités comptant moins de 25 réfugiés reconnus sont confidentielles pour des raisons de sécurité des personnes.

EUROPE	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Albanie	278	466	**744**
Arménie	217	173	**390**
Azerbaïdjan	45	50	**95**
Biélorussie	25	29	**54**
Bosnie Herz.	568	532	**1 100**
Bulgarie	48	81	**129**
Croatie	26	27	**53**
ex-Tchécoslovaquie	20	25	**45**
ex-URSS	245	283	**528**
ex-Yougoslavie	1 218	966	**2 184**
FYROM (ex-Macédoine)	21	32	**53**
Géorgie	128	101	**229**
Hongrie	23	47	**70**
Kazakhstan	18	25	**43**
Lettonie	20	21	**41**
Moldavie	23	29	**52**
Pologne	152	136	**288**
Roumanie	204	202	**406**
Russie	273	226	**499**
Slovaquie	25	26	**51**
Turquie	3 257	6 639	**9 896**
Ukraine	180	183	**363**
Yougoslavie	1 335	2 456	**3 791**
autres Europe	33	40	**73**
TOTAL	**8 382**	**12 795**	**21 177**

AMERIQUES	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Bolivie	14	17	**31**
Chili	76	84	**160**
Colombie	93	152	**245**
Cuba	31	51	**82**
Haïti	696	678	**1 374**
Pérou	160	181	**341**
autres Amériques	26	42	**68**
TOTAL	**1 096**	**1 205**	**2 301**

ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES au 31 décembre 2000

ASIE	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Afghanistan	519	671	**1 190**
Bangladesh	66	515	**581**
Birmanie	9	49	**58**
Cambodge	9 008	9 118	**18 126**
Chine	253	362	**615**
Inde	10	119	**129**
Irak	673	905	**1 578**
Iran	796	1 445	**2 241**
Laos	4 999	5 380	**10 379**
Liban	19	51	**70**
Pakistan	26	101	**127**
Palestine (autorités)	22	57	**79**
Sri Lanka	5 750	9 433	**15 183**
Syrie	37	111	**148**
Vietnam	5 900	7 023	**12 923**
autres Asie	21	63	**84**
TOTAL	**28 108**	**35 403**	**63 511**

AFRIQUE	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Afrique du sud	5	20	**25**
Algérie	119	234	**353**
Angola	558	987	**1 545**
Burkina Faso	9	25	**34**
Burundi	105	87	**192**
Cameroun	25	69	**94**
Centrafrique	23	59	**82**
Congo	146	200	**346**
Djibouti	14	24	**38**
Egypte	29	46	**75**
Ethiopie	137	140	**277**
Gambie	14	31	**45**
Ghana	336	482	**818**
Guinée (Conakry)	65	183	**248**
Guinée Bissao	209	621	**830**
Guinée équat.	16	9	**25**
Libéria	52	101	**153**
Madagascar	15	21	**36**
Mali	18	90	**108**
Maroc	23	73	**96**
Mauritanie	236	1 319	**1 555**
Nigéria	47	107	**154**
Ouganda	8	24	**32**
RDC (ex-Zaïre)	2 064	2 838	**4 902**
Rwanda	514	405	**919**
Sénégal	10	35	**45**
Sierra Leone	19	42	**61**
Somalie	265	324	**589**
Soudan	62	175	**237**
Tchad	91	205	**296**
Togo	51	89	**140**
Tunisie	68	223	**291**
autres Afrique	29	54	**83**
TOTAL	**5 382**	**9 342**	**14 724**

Annexe 6

Types de documents	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total	moyenne
matrices établies	864	746	736	973	608	778	589	506	845	1 173	1 013	731	**9 562**	**797**
documents délivrés														
copies	13 043	11 862	14 228	10 612	10 500	11 893	10 797	10 268	11 989	11 966	12 837	10 533	**140 528**	**11 711**
certificats	1 543	1 372	1 905	1 092	1 376	1 704	1 834	1 140	1 299	1 358	1 289	1 079	**16 991**	**1 416**
fiches	855	835	833	596	644	760	770	670	1 081	1 064	984	904	**9 996**	**833**
extraits	618	1 010	715	825	615	908	652	470	628	785	781	583	**8 590**	**716**
livrets	48	37	20	37	37	52	35	22	25	47	40	39	**439**	**37**
Total documents	**16 971**	**15 862**	**18 437**	**14 135**	**13 780**	**16 095**	**14 677**	**13 076**	**15 867**	**16 393**	**16 944**	**13 869**	**186 106**	**15 509**
nb jours ouvrés	21	21	23	19	21	19	20	21	21	22	21	20	**249**	**21**
Nb docs / jo	**808**	**755**	**802**	**744**	**656**	**847**	**734**	**623**	**756**	**745**	**807**	**693**	**747**	**747**

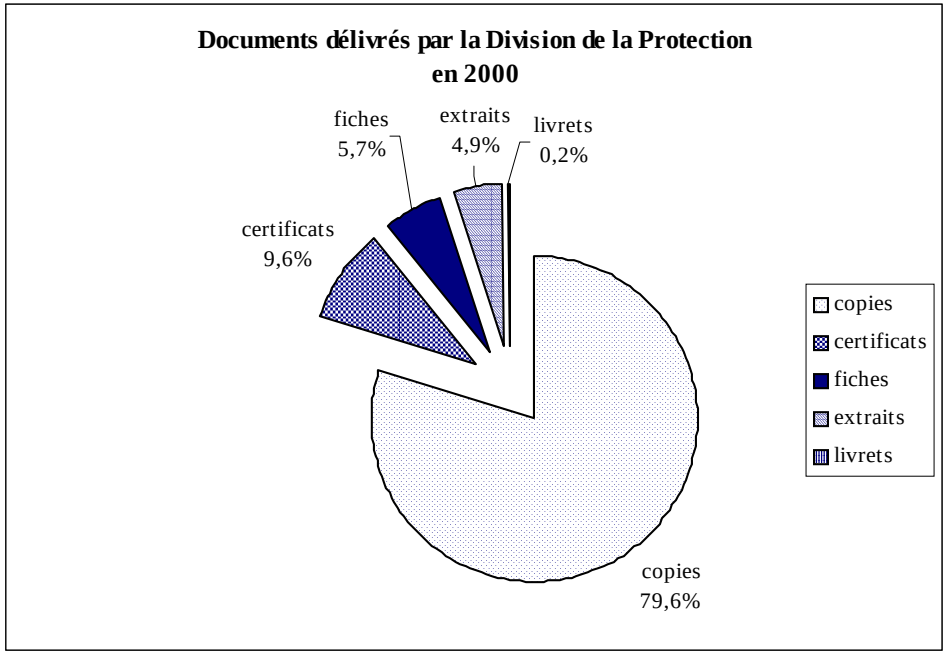
Matrices (d'un certificat d'état civil) : Certificats d'état civil informatisés, dont un exemplaire "papier" unique, signé et daté, est conservé au dossier. C'est sur cette "matrice" que sont apposées les mentions marginales (mentions rectificatives, de mariage, de divorce, de reconnaissance, d'inscription au répertoire civil ... et, enfin, de décès-)

Copies (d'un certificat d'état civil) : copies que l'on tire de la matrice, telle qu'elle figure dans la mémoire de l'ordinateur à une date donnée. La copie reproduit intégralement la matrice.

Certificats : Ce terme groupe les deux types de certificats faits par la Division de la Protection, à savoir les certificats administratifs (qui attestent de la qualité de réfugié ou d'apatride) et les certificats de coutume (qui précisent que le réfugié ou l'apatride ont leur statut personnel régi par la loi française). Le premier est l'une des pièces à joindre à toute demande de naturalisation, par exemple. Le second est systématiquement exigé par les mairies françaises lorsqu'elles doivent célébrer le mariage d'un réfugié ou d'un apatride.

Extraits (d'un certificat d'état civil) : Documents comportant les renseignements essentiels contenus dans la matrice à laquelle il font référence et la résumant (un extrait ne comporte jamais, par exemple, la nature de la filiation ; il ne fait état que de la dernière union en date ; il intègre dans le corps du certificat les rectifications qui figurent en mention marginale).

Livret de famille : Recueil d'extraits identique au livret de famille fait dans les mairies françaises. L'Office en délivre quatre types (comme les mairies françaises) : livret d'époux, livret de parents communs naturels, livret de mère naturelle et livret de père naturel.


Documents délivrés par la Division de la Protection en 2000
fiches 5,7%
extraits 4,9%
livrets 0,2%
certificats 9,6%
copies 79,6%
copies
certificats
fiches
extraits
livrets